

Le rôle que devrait tenir la JICA

Auparavant centrées sur les différents pays, les garanties en terme d'économie et de sécurité, ainsi que la situation des affaires publiques, connaissent actuellement une évolution radicale, car les relations d'interdépendance et de complémentarité mutuelles s'intensifient dans le monde entier aux plans national et communautaire. La JICA répondra de manière adaptée à ces évolutions et aux attentes des individus. Pour accomplir cette mission, elle s'emploiera avec la plus grande énergie à promouvoir les initiatives décrites ci-après, en plus des actions conduites jusqu'à aujourd'hui.

Les attentes placées dans la JICA

Des démarches globales et universelles bénéficiant à toute la population

La JICA est l'un des rares organismes d'aide dans le monde capable d'intégrer à la fois la planification et la mise en œuvre de projets de coopération technique et des projets d'aide financière.

Pour planifier et mettre en œuvre un projet de développement, il est essentiel de respecter un bon équilibre entre ses éléments constitutifs (personnes, matériels et capitaux). Cela suppose de former des ressources humaines, d'élaborer des politiques et des systèmes d'organisation, de mettre en place des infrastructures et enfin de trouver des fonds pour les

programmes. La JICA est capable d'assurer tous les aspects de ce type d'aide. En outre, les expériences acquises et les réseaux (d'information) mis en place au cours de longues années d'engagement dans les projets de développement sont des ressources que la JICA peut partager avec ses divers partenaires. Exploitant les ressources ainsi accumulées, la JICA apporte une aide combinant de manière organique des améliorations politiques et systémiques avec la mise en place d'une infrastructure. Elle favorise en outre la coopération de sorte à ce que toute la population bénéficie des résultats du développement. Parallèlement, elle s'attache à renforcer les capacités de transmission des informations des institutions du Japon, à commencer par l'Institut de recherche de la JICA, et s'efforce de partager ses diverses expériences du développement avec un large éventail de partenaires au Japon et à l'étranger.

La JICA a été l'un des thèmes débattu lors du processus d'examen du budget du gouvernement japonais par l'Unité de revitalisation du gouvernement en 2009. Même s'il a été demandé à la JICA d'être plus efficace dans la mise en œuvre des programmes et dans les méthodes opératoires de l'organisation, le processus d'examen a permis de confirmer qu'il n'y avait aucun problème quant au rôle et à l'importance des différents programmes de la JICA. Cette dernière continuera donc d'assumer avec conviction les missions qui lui ont été confiées et de rehausser l'efficacité de

Étude
de cas

Du charbon au gaz naturel – Lancement de systèmes de cogénération à haut rendement

Chine : Projet d'amélioration de l'environnement à Pékin

La Chine, dont la demande énergétique augmente à mesure que l'économie se développe, serait aujourd'hui le premier émetteur mondial de CO². En particulier, ce pays consomme d'énormes quantités de charbon, lequel pollue l'atmosphère et engendre des phénomènes comme les pluies acides. Le gouvernement chinois s'emploie à réduire les émissions de CO² et d'autres polluants en abandonnant les générateurs au charbon au profit d'autres systèmes alimentés par des énergies propres (gaz naturel).

Afin de soutenir les efforts de la Chine dans ce sens, la JICA a octroyé en 2002 un prêt d'APD pour le projet d'amélioration de l'environnement de Pékin, qui cible des zones industrielles et résidentielles au sein de la zone électronique de Pékin, dans le nord-est de la ville. Dans cette région, de nombreuses petites centrales au charbon vétustes mais encore en activité étaient l'une des principales sources de pollution atmosphérique de la capitale. Avec la collaboration d'entreprises japonaises maîtrisant des technologies énergétiques avancées, le gouvernement chinois a lancé la première installation de cogénération au gaz naturel à Pékin (gaz naturel à cycle combiné : la chaleur issue de la production d'électricité est récupérée et réutilisée). Non seulement cet équipement fournit de l'électricité, mais il alimente en eau

chaude les industries et les habitations de la région environnante. Cette installation de cogénération est devenue opérationnelle durant l'hiver 2008, ce qui a permis de fermer 102 des 108 centrales au charbon, et de réduire ainsi la consommation de charbon de 300 000 tonnes et les émissions de CO² de 200 000 tonnes par an.

Ji Peng, président du gouvernement populaire

municipal de Pékin, qui met en œuvre ce projet, s'est montré enthousiaste : « Je suis impressionné par le niveau des technologies énergétiques japonaises, et par la diligence et l'intégrité des Japonais. Je souhaite étendre à d'autres régions l'adoption de systèmes de cogénération en utilisant ce projet comme modèle. »



Nouvelle installation de cogénération. Afin de réduire les nuisances sonores produites par cette installation pour les riverains, la turbine à gaz a été enfermée dans un grand boîtier (en bas à droite).

ses programmes et de son organisation.

Développement en collaboration avec les entreprises privées

Les besoins de développement des pays en développement sont énormes. Or, les fonds de l'APD représentent actuellement seulement 17 % environ des apports de capitaux à ces pays, ceux-ci étant constitués à plus de 80 % par des fonds privés. Comme l'indiquent ces chiffres, il n'est pas possible de répondre aux besoins financiers des pays en développement avec les seuls fonds de l'APD. D'un autre côté, lorsque l'on considère que les fonds privés se taillent la part du lion des apports de capitaux aux pays en développement et contribuent considérablement au développement de chacun d'eux, une approche apparaît souhaitable : faire en sorte que l'APD et le secteur privé s'entendent pour mettre en place des partenariats constructifs, donner plus d'efficacité au développement et accélérer la croissance. Les entreprises ont elles aussi des attentes envers les gouvernements des pays en développement. Elles concernent la réduction du risque commercial et les activités qu'elles peuvent mener si ces mêmes gouvernements prennent à leur charge une certaine partie du risque commercial et des coûts. C'est pourquoi des méthodes du type partenariat public-privé (PPP) sont utilisées dans le monde entier et que des structures pour régler les problèmes de développement dans les pays en développement sont mises en œuvre dans le cadre de la collaboration public-privé. Ce mouvement est appelé à se renforcer et à s'étendre à l'avenir.

Compte tenu de ce contexte, la JICA continuera de promouvoir la collaboration avec les entreprises du secteur privé, ainsi que les organisations économiques et industrielles. Elle continuera par ailleurs de soutenir grâce à la collaboration public-privé les activités engagées par le secteur privé, notamment les activités BoP et les partenariats public-privé (PPP) qui contribuent à l'essor des pays en développement. Parallèlement, l'Agence met en œuvre différents types de programmes devant permettre d'établir un environnement propice à l'investissement dans les pays en développement. Cet environnement doit favoriser les investissements directs étrangers (IDE) d'entreprises japonaises, élargir les opportunités et notamment favoriser le commerce de produits de pays en développement, et enfin soutenir les activités liées à la responsabilité sociale d'entreprise (RSE).

Aide dans le domaine des sciences et de la technologie

Les progrès scientifiques et technologiques, ainsi que l'innovation technique sont des éléments indispensables à la croissance. Afin d'instaurer un développement durable, la JICA s'attache à promouvoir le développement des ressources humaines spécialisées dans les sciences et la technologie. Elle s'emploie aussi à mettre en place un réseau d'instituts d'enseignement supérieur dans ces domaines, notamment par le biais du Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net) et de l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST). Au cours de l'exercice 2009, des projets ont été lancés avec succès dans le cadre du Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) et du programme d'« Envoi de chercheurs en sciences et technologie » (envoi d'experts individuels). La

JICA continuera de soutenir les sciences et la technologie de manière proactive en faveur d'une croissance durable, en se concentrant essentiellement sur les technologies environnementales et d'économie d'énergie, des domaines dans lesquels le Japon est plus avancé que les autres pays en termes de technologies et d'expérience.

Liens avec les nouvelles stratégies de croissance – Croissance conjointe avec l'Asie suivant le principe de prospérité mutuelle

Figurant parmi les « nouvelles stratégies de croissance » du gouvernement japonais, la « stratégie économique tournée vers l'Asie » est l'un de ses axes stratégiques. Cette stratégie veut que l'exploitation des technologies et du savoir-faire uniques du Japon permette de résoudre les problèmes de l'Asie et la conduise vers un développement encore plus dynamique et plus durable, même si elle a déjà connu une prodigieuse croissance économique ces dernières années. Cette stratégie se fonde en outre sur les concepts inscrits dans le principe de prospérité mutuelle, en vertu duquel le Japon profite également de la dynamique de l'Asie et l'accompagne dans sa croissance.

Principale illustration de cette démarche, nombre de grandes villes d'Asie souffrent de la pollution et d'une détérioration de leurs fonctions urbaines. Face à cette situation, le Japon peut contribuer à la construction de villes fonctionnelles à faibles émissions de CO², en s'appuyant sur ses remarquables technologies en matière d'environnement et d'infrastructure urbaine, ainsi que sur son savoir-faire en matière de développement et d'exploitation de systèmes divers et variés. Le Japon dispose d'ailleurs des technologies et du savoir-faire requis pour « mettre en place des infrastructures intégrées » qui combinent des infrastructures matérielles et immatérielles, et qui permettent de relancer la circulation et les mouvements de personnes, de biens, de capitaux et d'informations dans le cadre de l'intégration économique de l'ANASE. Le Japon dispose enfin des technologies et du savoir-faire requis pour aider à réaliser des systèmes encore plus élaborés et qui intègrent des dispositifs liés aux procédures en douane, aux droits de propriété intellectuelle et aux normes d'homologation.

Avec ses connaissances et ses réseaux, la JICA peut contribuer à jeter les bases d'une croissance dynamique et durable pour l'Asie, qui contribuera à son tour à conserver toute sa vitalité à l'économie et à la société japonaises. L'établissement de relations « gagnant-gagnant » de ce type s'inscrit dans les aspirations de la JICA.

Vers un Japon ouvert – L'internationalisation et la dynamisation de la société japonaise

Dans le monde profondément interdépendant qui est le nôtre aujourd'hui, si le Japon veut continuer à profiter des avantages de la mondialisation et assumer ses responsabilités, il lui sera plus que jamais nécessaire de poursuivre la coopération internationale aux niveaux du gouvernement, du secteur privé et de la population. La JICA définit la promotion de la participation du public comme « l'une de ses initiatives visant à soutenir et encourager les activités de coopération internationale de la population japonaise en tant que passerelle reliant le Japon aux pays en développement ». La JICA, qui souhaite que la coopération internationale devienne une partie intégrante de la culture japonaise,

soutiendra l'enseignement lié au développement dans les écoles et les associations de citoyens, et mettra en place des réseaux collaboratifs. Ces actions visent non seulement à favoriser l'internationalisation de la société japonaise, plutôt autocalcentrée, mais elles contribuent aussi à la dynamiser. Cela suppose d'encourager les échanges grâce à des réseaux humains plus larges, d'étendre les marchés d'exportation pour les biens produits localement, de rendre publiques les technologies en gestation et d'opérer leur transfert à l'étranger.

Dans le cadre du programme des volontaires japonais, plus de 40 000 personnes ont été détachées à l'étranger depuis 1965. Tout au long de leurs activités, les volontaires travaillent main dans la main avec la population locale et apprennent à s'ouvrir davantage sur le monde, à prendre plus conscience de divers problèmes et à renforcer leurs capacités

de communication. La réévaluation de la société japonaise par le prisme international leur permet en outre de redécouvrir les points forts du Japon, d'avoir une meilleure vision des questions posant problème et d'être réellement ouverts sur l'international à leur retour au Japon. La JICA aspire à poursuivre ce programme en tant qu'initiative pratique servant de base à l'ouverture du Japon sur l'extérieur.

Le chemin à suivre par la JICA pour une nouvelle aide au développement

Adaptation à un cadre mondial diversifié et à l'expansion des partenariats

Le système de Bretton Woods et le G8, qui sous-tendaient le système financier et l'économie du monde, ont connu en 2008 des évolutions

Étude de cas

Nouvelle approche de la coopération internationale

Coopération triangulaire via le programme de partenariat Japon-Brésil (JBPP)

La coopération économique du Japon en faveur du Brésil a débuté en 1959. Elle a bénéficié à un large éventail de secteurs, dont l'agriculture, la santé et la protection de l'environnement. Après avoir atteint un bon niveau de développement économique, le Brésil a commencé à apporter une aide à d'autres pays en développement d'Amérique latine et des Caraïbes, aux pays lusophones d'Afrique et au Timor oriental¹ (également lusophone) dans la seconde moitié des années 1980. Ces efforts relevaient de la coopération Sud-Sud : des pays en développement soutiennent d'autres pays en développement. Parallèlement à cette démarche Sud-Sud, le Japon et le Brésil ont mis en place dès 1985, le premier système de coopération triangulaire, via le programme de formation pour les pays tiers (PFPT).

En mars 2000, les gouvernements japonais et brésilien se sont entendus pour instaurer le programme de partenariat Japon-Brésil (JBPP), afin de continuer à capitaliser sur les réussites obtenues durant les longues années de coopération et de partenariat entre ces deux pays. Par la mise en place du JBPP, les deux pays réaffirmaient leur engagement et leur volonté de promouvoir plus avant la coopération triangulaire via des instruments comme le projet de coopération conjointe, le programme de formation conjointe², le programme de formation pour les pays tiers³, et le séminaire/atelier conjoint. En 2007, le premier projet de coopération conjointe dans un pays bénéficiaire a débuté en Angola ; il s'agissait d'une formation destinée à renforcer les capacités de l'hôpital Josina Machel.

1. Après l'accession à l'indépendance de ce pays

2. Ce programme a été intégré au programme de formation pour les pays tiers (PFPT) en 2009. Tous les programmes de formation relèvent aujourd'hui du PFPT.

3. Le programme de formation pour les pays tiers a été intégré au JBPP en 2007.

Mise en œuvre du programme de partenariat avec 12 pays

Le programme de partenariat offre un cadre permettant aux pays en développement ayant réussi leur décollage économique grâce à la coopération du Japon de collaborer ensuite avec ce pays pour fournir une aide à d'autres pays en développement. Dans de nombreux cas, le pays qui apporte une aide et celui qui en bénéficie ont une langue, un contexte historique et culturel, et des processus de développement communs ou similaires, ce qui améliore grandement l'efficacité et l'efficience de l'aide.

Pour l'heure, le Japon a conclu des programmes de partenariat avec 12 pays, dont le Brésil, Singapour et l'Égypte ; la JICA mène des activités de coopération conjointe avec chacun de ces pays dans le cadre du programme de partenariat.

La mise en œuvre du PFPT a toujours fait partie des attributions de la JICA. Durant l'exercice 2009, la formation pour les pays tiers a bénéficié à 3 406 personnes dans 117 pays, le Brésil ayant accueilli 132 personnes issues de 23 pays. Seul pays hôte du PFPT à former des stagiaires venus des trois régions (Amérique latine, Afrique et Asie), le Brésil est devenu l'un des plus grands pays hôtes au monde en matière de formation pour les pays tiers.

Depuis le lancement de projets conjoints en 2007, le Japon et le Brésil ont entrepris de façon sélective des initiatives de partenariat prioritaires, centrées sur ces « projets conjoints », à fort impact sur le développement des pays bénéficiaires. Pour l'élaboration de ces projets, la JICA s'appuie sur les séminaires conjoints et le PFPT. En associant de façon optimale les ressources humaines et financières des deux pays, la JICA entend offrir une coopération encore plus efficace et innovante.

Format de la coopération pour le programme de partenariat (à partir de 2010).

Projet de coopération conjointe

Coopération technique sous forme de projets faisant appel à des ressources issues des deux pays (experts du Japon et des pays partenaires, formation au Japon et dans les pays partenaires, fourniture des équipements nécessaires, etc.).

Programme de formation pour les pays tiers (PFPT)

Il s'agit d'un système de coopération triangulaire classique. Les techniciens de pays en développement sont formés dans un pays partenaire (un autre pays en développement qui apporte son aide). Les coûts de mise en œuvre sont partagés, conformément au système prévu par le programme de partenariat, et le Japon travaille conjointement avec le pays partenaire à la planification, à la mise en œuvre des cours, au suivi et à l'évaluation.

Séminaire/atelier conjoint

Ces séminaires ou ateliers ayant lieu dans les pays bénéficiaires et/ou les pays pivots sont organisés conjointement par le Japon et les pays partenaires. Des experts des deux pays y participent, et les coûts de mise en œuvre sont partagés par le Japon et les pays partenaires.

Extension de la coopération dans le cadre du JBPP

Important pays d'Amérique du Sud, le Brésil entretient des relations amicales non seulement avec les autres pays latino-américains, mais avec les pays africains, surtout lusophones. Dans le cadre de la coopération internationale, outre cet avantage linguistique, le Brésil s'est développé dans des conditions assez semblables à celles que connaissent aujourd'hui les pays bénéficiaires de son aide. Il est donc à même de fournir et de transférer des technologies dans un format facilement adaptable aux pays bénéficiaires. De plus, ce pays possède une expérience du développement de capacités dans un large éventail de secteurs, grâce aux longues années de coopération bilatérale avec le Japon. Le transfert de cette expérience vers d'autres pays par le biais du JBPP est tout à fait judicieux.

majeures suite au « choc Lehman ». Aujourd'hui, il est difficile d'élaborer des mesures efficaces en faveur du système financier et économique mondial sans la participation des nations du G20. Les préoccupations sécuritaires viennent s'ajouter aux problèmes économiques. Rien n'indique en effet un recul de la prolifération des armes nucléaires et des conflits régionaux. D'aucuns demandent même une révision de la structure du Conseil de sécurité des Nations unies.

Les problèmes liés à l'environnement et au changement climatique, les questions d'alimentation et de sécurité énergétique, les difficultés financières et économiques, ainsi que l'omniprésence des maladies infectieuses, cet héritage du passé consécutif aux progrès industriels menace aujourd'hui directement l'humanité. Ces problèmes transcendent les frontières nationales et peuvent frapper en un instant le monde entier.

La mondialisation a très rapidement touché les économies et les biens publics. Dans le même temps, les organisations et les intervenants ayant des intérêts directs et exerçant une influence dans ces domaines se sont diversifiés. Or, la gouvernance censée fonctionner à l'échelle mondiale n'a pas été à même d'accompagner efficacement ces changements, et c'est là l'un des principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

Dans ce contexte, pour parvenir à un monde meilleur, chaque pays ne devra plus se concentrer uniquement sur ses intérêts nationaux directs à court terme, mais engager des actions qui prennent également en considération les intérêts internationaux. En assumant cette responsabilité au travers de la coopération internationale, la JICA contribuera effectivement à la « poursuite d'intérêts internationaux » concernant

Collaboration des gouvernements japonais et brésilien en faveur de l'Afrique

À travers le déploiement de cette aide technique à partir du Brésil, on mise aussi beaucoup sur les ressources humaines japonaises, qui possèdent des compétences techniques de pointe. En associant de manière organique les technologies et les connaissances spécialisées des deux pays, on peut accroître l'impact en termes de développement.

Les pays bénéficiaires et le Brésil placent également leurs espoirs dans une gestion englobant l'élaboration des projets, la gestion de la mise en œuvre des programmes de formation et le suivi/évaluation. En transmettant son savoir-faire en matière de gestion de la coopération internationale, la JICA souhaite aider le Brésil à devenir un partenaire de développement plus important, et elle compte promouvoir plus avant l'aide au développement s'appuyant sur la coopération triangulaire.

Premier projet de coopération conjointe Japon-Brésil dans un pays bénéficiaire Formation pour le renforcement des capacités de l'hôpital Josina Machel, en Angola

Dès 2007, des experts brésiliens intervenant comme instructeurs et superviseurs ont dispensé des formations auprès de 750 professionnels de santé de deux hôpitaux de référence et de 13 centres de santé. Ces formations se sont déroulées sur trois ans dans les locaux de l'hôpital Josina Machel – l'établissement de référence en Angola –, réhabilité via des dons du gouvernement japonais. Le programme comprenait quatre formations, portant notamment sur les soins infirmiers, la gestion hospitalière (y compris la gestion et l'entretien des équipements), et les technologies de laboratoire d'analyse et de radiologie.

Un point de vue local

Ritsuko Tanida RN

Institut de cardiologie de l'Université de Sao Paulo
Étant d'ascendance japonaise, je suis très honorée d'avoir été choisie comme expert pour représenter les gouvernements japonais et brésilien. La théorie peut s'apprendre n'importe où, mais il n'est pas possible d'acquérir des compétences techniques sans passer par la pratique. À l'avenir, mon sens

des responsabilités m'incite à poursuivre mes efforts en faveur de l'amélioration des services de santé en Angola. (2008)



Programme de formation pour les pays tiers (PFPT)

Formation internationale sur les technologies et systèmes agroforestiers

Cette formation est mise en œuvre depuis l'exercice 2006 par le Centre de recherche agroforestier de l'Amazonie orientale de la Société brésilienne de recherche en agronomie (EMBRAPA CPATU). Sur une période de cinq ans, elle a permis de former environ 75 techniciens de pays panamazoniens, et presque autant de techniciens brésiliens vivant dans la région amazonienne. L'agroforesterie est parfois décrite comme une « forme d'agriculture qui crée des forêts ». Cette forme d'agriculture a donné de bons résultats au sein d'une communauté de descendants d'émigrés japonais dans la ville de Tomé-Açu (État du Pará). Un projet de la JICA fondé sur une coopération Japon-Brésil a permis de relever les niveaux technologiques. Les technologies employées ont suscité de nombreux éloges dans le monde entier. Dans le cadre du JBPP, le Japon et le Brésil travaillent de concert à la promotion d'initiatives visant à protéger les forêts tropicales humides de la planète. Les efforts sont centrés sur l'initiative citée plus haut – une formation internationale sur la surveillance des forêts tropicales par satellite, et une formation à la gestion des forêts naturelles via le mécanisme REDD+.

Projet de coopération conjointe Coopération pour le développement agricole dans la savane tropicale au Mozambique – ProSAVANA-JBM

Ce programme vise à stimuler le développement régional et agricole dans une savane tropicale du Mozambique via différentes activités de coopération triangulaire entre le Japon, le Brésil et le Mozambique. Il s'appuie sur l'expérience issue de la coopération Japon-Brésil : dans les années 1970, ces efforts ont en effet permis de convertir les cerrados – savanes buissonnantes brésiliennes – jusque-là réputés stériles, en une vaste région agricole qui est aujourd'hui l'un des greniers de la planète. Un projet spécifique s'appuyant sur les résultats d'une étude conjointe de 2009 est actuellement en cours d'élaboration. En août 2010, une mission d'étude conjointe d'avant projet détaillé a été envoyée sur place. Le premier projet de coopération technique de ProSAVANA-JBM commencera avant la fin de l'année fiscale. Ce projet destiné à améliorer les capacités de recherche et de transfert de technologies pour le développement agricole du corridor de Nacala, au Mozambique, est l'un des plus importants projets de coopération triangulaire au monde.



également les intérêts du Japon. Afin de contribuer à l'accomplissement de réalisations constructives avec des ressources restreintes et dans un délai limité, les institutions peuvent conjuguer leurs capacités et savoirs dans leurs domaines de spécialité respectifs et mettre en œuvre des mesures pratiques pour trouver des solutions. Afin de répondre à la nécessité croissante et à l'importance d'étendre et de renforcer ce type de partenariats internationaux, la JICA compte renforcer sa collaboration et entreprendre des programmes avec différents partenaires, notamment divers types d'organismes d'aide comprenant de nouveaux donateurs.

En 1975, la JICA a lancé des initiatives visant à renforcer les partenariats entre pays en développement dans le cadre du programme de stages pour les pays tiers. La JICA peut se prévaloir en tant qu'organisme d'aide au développement dans la coopération Sud-Sud d'une expérience et de réalisations exemplaires, comme le montrent les études de cas. La coopération Sud-Sud entre bientôt dans une nouvelle phase et la JICA est amenée à jouer un rôle moteur dans la promotion d'une coopération à très grande échelle. Elle partage son expérience du développement et lance par exemple avec le Brésil une nouvelle action pour développer l'agriculture du Mozambique (Afrique). Elle s'appuie dans ce cadre sur l'expérience que le Brésil a acquise dans les régions de savane grâce à l'aide du Japon. La JICA s'emploie par ce type d'aide (coopération triangulaire) à aider les pays les moins avancés (PMA) en appliquant l'expérience et le savoir-faire acquis en soutenant le processus de développement d'anciens pays en développement. Parallèlement, la JICA renforce les partenariats entre les pays en développement et utilise des moyens ingénieux pour affecter de manière efficace et rationnelle des ressources limitées au profit de la coopération.

Les expériences de l'Asie appliquées au monde – Renforcement des relations avec la région asiatique et aide aux pays fragiles

La JICA continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que la croissance prévue en Asie se réalise et se traduise par une amélioration de la qualité de vie de la population. Suite aux progrès effectués en faveur de la réduction de la pauvreté, la proportion de personnes à revenus moyens a fortement augmenté en Asie. Cette région représente donc à la fois un grand marché et une base de production pour le Japon. La prospérité de l'Asie n'est donc pas souhaitable uniquement pour le Japon mais également pour le monde entier.

Grâce à la coopération technique du type formation de stagiaires et à la coopération sous forme de prêts d'APD et de dons, le Japon a pu établir des réseaux humains et des relations de confiance solides avec les gouvernements de plusieurs pays d'Asie.

La JICA exploite les précieuses ressources accumulées pour l'Asie sur de longues années pour élaborer des mesures de lutte contre l'urbanisation ; mettre en place des infrastructures matérielles et immatérielles pour stimuler l'activité économique de vastes régions ; lutter contre les problèmes de portée mondiale tels que le changement climatique afin de parvenir à une croissance durable ; réduire les écarts entre pays et régions ; et enfin développer des ressources humaines capables d'appuyer la croissance, tout en renforçant les réseaux humains existants.

Il est également important de prévoir une aide à l'Asie dans le futur.

Si la proportion de personnes à revenus moyens ou élevés augmente, il deviendra nécessaire d'élaborer un système de sécurité sociale approprié, avec des programmes de retraite et d'assurance maladie, pour que les économies de ces personnes soient bien affectées à l'investissement et à la consommation au sein de la région Asie. La JICA peut en outre faire partager aux pays émergents, qui connaissent aujourd'hui des problèmes similaires, les nombreuses expériences accumulées dans les pays d'Asie.

Hors d'Asie, notamment en Afrique, les problèmes économiques, sociaux et sécuritaires sont nombreux. Dans des pays comme l'Irak et l'Afghanistan, d'importants moyens doivent être mis en œuvre pour retrouver la croissance économique après les conflits. La JICA s'efforcera d'atteindre rapidement des résultats constructifs en matière de développement dans ces pays fragiles aux besoins économiques et sociaux énormes, et continuera pour ce faire de partager son expérience du développement qu'elle a acquise dans des pays plus développés, notamment en Asie.

Sécurité humaine et croissance

Lié aux initiatives de croissance et de prospérité dans le monde, le concept de « sécurité humaine » vise à ce que « chacun puisse profiter de sa liberté et de ses capacités ».

Conformément à ses expériences à ce jour, la JICA a confirmé que l'APD, qui est mise en œuvre dans le cadre d'un programme du gouvernement japonais, devait s'articuler sur les politiques essentielles de « sécurité humaine » et de « croissance ».

Dans un monde en constante évolution, la JICA s'efforce de mettre en œuvre avec efficacité et rigueur un « développement inclusif et dynamique » qui « permette au Japon de coexister avec le monde », afin non seulement d'assurer la survie des êtres humains mais aussi de donner corps à une société garantissant la dignité humaine.



Enfants du Bhoutan, pays célèbre pour son indice du bonheur national brut (BNB)